



Numéro PPQ/9383

lundi 30 novembre 2015

## Les grands titres:

- A l'ouverture de la COP21, Ban Ki-moon souligne qu'une 'telle conjoncture politique ne se présentera peut-être plus'
- COP21 : de nouvelles initiatives et des millions promis dans le but de construire un avenir durable
- Sida : l'OMS recommande la généralisation des traitements antirétroviraux en vue d'éliminer l'épidémie
- RDC : l'ONU condamne une attaque commise dimanche contre la MONUSCO au Nord Kivu
- Centrafrique : le chef de l'ONU attristé par le décès du commandant de la force de la MINUSCA
- La région Asie-Pacifique connaît une « épidémie cachée » d'infections par le VIH parmi ses adolescents, selon l'ONU
- Réuni en Namibie, le Comité du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO examine de nouvelles candidatures
- Société de l'information : plus de 43% de la population mondiale est connectée, selon l'UIT
- Népal : une grave pénurie de fournitures essentielles menace des millions d'enfants cet hiver, selon l'UNICEF
- Déjà inquiétante, la crise humanitaire en Iraq risque de s'aggraver, selon l'ONU
- Burkina Faso : l'ONU salue le déroulement pacifique des élections
- ENTRETIEN : Ban Ki-moon exhorte tous les pays à agir maintenant sur le climat
- Burkina Faso : l'ONU appelle au déroulement pacifique du processus électoral
- A la veille de l'ouverture de la COP21, Ban Ki-moon rencontre à Paris le Président français
- Mali : l'ONU condamne une attaque qui a tué trois personnes, dont 2 Casques bleus, à Kidal
- A Malte, Ban Ki-moon appelle à l'éradication de la polio

## **A l'ouverture de la COP21, Ban Ki-moon souligne qu'une 'telle conjoncture politique ne se présentera peut-être plus'**



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite), avec le Président français, François Hollande, et le Ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, à la COP21 à Paris, le 30 novembre 2015.  
Photo ONU/Rick Bajornas

**30 novembre** - A l'ouverture du Sommet de Paris sur le climat (COP21), le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé à plus de 150 chefs d'Etats et de gouvernements qu'une telle conjoncture politique ne se présentera peut-être plus.

« Vous êtes ici aujourd'hui pour écrire le scénario d'un avenir nouveau, » a déclaré M. Ban dans ses remarques liminaires à la conférence tenue au site Paris-Le Bourget au nord-est de la capitale française.

« Jamais nous n'avons été ainsi mis à l'épreuve, » a-t-il ajouté. « Mais jamais non plus ne se sont ouvertes tant de perspectives. Il est en votre pouvoir d'assurer le bien-être de cette génération et de celles à venir. »

Aux côtés du Président français François Hollande, du Ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius, et de la Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) Christiana Figueres, le chef de l'ONU a rappelé qu'en septembre dernier, les dirigeants ont adopté un nouveau programme mobilisateur,



avec des objectifs ambitieux pour tous, le programme de développement durable.

« Vous avez montré votre détermination à agir pour le bien commun, » a-t-il souligné. « L'heure est venue d'en faire à nouveau la preuve. Je vous engage à inviter vos négociateurs à choisir la voie du compromis et du consensus. Il est dans l'intérêt de chacun des pays représentés à cette conférence de prendre des mesures audacieuses face aux changements climatiques ».

Indiquant que Paris doit marquer un véritable tournant, M. Ban a insisté auprès des dirigeants sur la nécessité de « faire savoir à la planète que nous nous dirigeons vers un avenir sobre en carbone, que nous serons résilients face aux changements climatiques et que nous ne ferons pas demi-tour. »

Avant la COP21, la CCNUCC, l'entité des Nations Unies qui organise la conférence, a reçu environ 180 plans d'action nationaux qui formeront la base d'un accord sur le climat. Le nom formel de ces plans est Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC).

Le Secrétaire général s'est félicité de ce succès, précisant que ces plans nationaux couvrent près de 100% des émissions à l'échelle mondiale.

« Ceci est un bon début, » a-t-il dit. « Mais il va falloir aller beaucoup plus loin et beaucoup plus vite, si nous voulons maintenir la hausse des températures sous la barre des 2 degrés Celsius. »

Selon les experts, même une hausse de 2 degrés aurait des conséquences graves sur la sécurité alimentaire et hydrique, la stabilité économique et la paix internationale.

Notant ce qui définirait le succès à la COP21, M. Ban a expliqué que l'accord devrait être durable, dynamique, solidaire envers les populations les plus vulnérables, et enfin, crédible.

« Les pays développés doivent honorer l'engagement qu'ils ont pris de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Le nouvel accord doit aussi comprendre un cadre unique et transparent permettant de mesurer, de suivre et de documenter les progrès accomplis. Les pays qui ont peu de moyens devraient par ailleurs bénéficier d'un soutien et d'une plus grande marge de manœuvre pour pouvoir satisfaire aux critères du nouveau système. »

De son côté, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, a estimé que l'année passée avait marqué un tournant dans la lutte contre les changements climatiques.

« Après de nombreuses années de travail acharné, nous voyons enfin une orientation irréversible, un engagement profond et une action courageuse », a-t-elle dit aux participants du Sommet dans un discours.

« Ce tournant est décisif, mais les efforts ne sont pas terminés », a-t-elle ajouté. « C'est à vous de vous saisir de ces progrès et de tracer une voie sans équivoque, avec un but clair, des étapes et un calendrier qui répondent aux exigences de la science et à l'urgence du défi ».

## **COP21 : de nouvelles initiatives et des millions promis dans le but de construire un avenir durable**



**30 novembre** - A l'ouverture lundi à Paris de la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP21), des dizaines d'annonces ont été faites par des gouvernements et des dirigeants des secteurs public et privé, visant à combattre les changements climatiques et construire un avenir durable.

Une nouvelle initiative pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans les pays les plus vulnérables a ainsi été présentée par le Secrétaire général de l'ONU, Ban

Ki-moon, et 13 agences onusiennes.

« Trois catastrophes humanitaires sur quatre sont maintenant liées au climat », a déclaré M. Ban aux délégués lors d'une réunion de haut niveau sur la résilience face au climat organisée dans le cadre de la COP21.

« Les pertes économiques ont augmenté de plus de 50% au cours de la décennie écoulée. Les écosystèmes, ainsi que les approvisionnements en eau et en nourriture, sont de plus en plus sous pression. Les plus touchés sont les pauvres et les personnes vulnérables – notamment les petits agriculteurs, les communautés de pêcheurs et les peuples autochtones », a souligné le chef de l'ONU.

Selon l'ONU, la nouvelle initiative—appelée Prévoir, Amortir, Remodeler (Anticipate, Absorb, Reshape)—renforcera les capacités des pays à prévoir les dangers, amortir les chocs et remodeler le développement afin de réduire les risques liés au climat.

Elle est censée aider à faire face aux besoins de près de 634 millions de personnes, soit un dixième de la population mondiale, qui vivent dans des zones côtières à risques situées quelques mètres au-dessus du niveau de la mer, ainsi que de celles qui vivent dans des zones exposées aux risques de sécheresse ou d'inondations. Le monde subit actuellement les effets d'un phénomène El Niño fort qui, dans la seule zone Pacifique, pourrait exposer jusqu'à 4,7 millions de personnes au risque de sécheresse.

Au cours des cinq prochaines années, cette initiative est censée mobiliser des fonds et de la connaissance ; créer et rendre opérationnels des partenariats à grande échelle, aider à coordonner des activités afin d'obtenir des résultats tangibles, catalyser la recherche et développer de nouveaux outils.

Le Secrétaire général a également participé lundi au lancement de l'Alliance internationale pour l'énergie solaire (International Solar Alliance) par les gouvernements indien et français. En présence du Premier ministre indien Narendra Modi, M. Ban a affirmé que cette Alliance « permettra aux pays en développement riches en énergie solaire d'utiliser de manière optimale cette ressource naturelle abondante et gratuite ».

Il a souligné qu'il comptait sur les pays développés pour constituer des partenariats avec l'Alliance en fournissant un soutien technologique, du savoir-faire et des ressources financières.

Par ailleurs, l'ouverture de la COP21 a été l'occasion de plusieurs autres annonces, notamment l'engagement de 11 pays donateurs à verser près de 250 millions de dollars au Fonds de soutien aux pays les moins développés (LDCF).

Un Communiqué sur une réforme des subventions aux carburants fossiles (Fossil Fuel Subsidy Reform Communiqué) a été présenté à Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques (UNFCCC), par le Premier ministre néo-zélandais John Key.

Ce Communiqué appelle la communauté internationale à accroître ses efforts pour éliminer les subventions insidieuses aux carburants fossiles en favorisant la transparence des politiques énergétiques, des réformes ambitieuses et un soutien ciblé aux plus pauvres.

En outre, la Banque mondiale a annoncé qu'elle s'efforçait, avec quatre pays européens—l'Allemagne, la Norvège, la Suède et la Suisse—de mettre sur pied une initiative dotée de 500 millions de dollars afin de trouver les moyens de créer des incitations à effectuer d'importantes réductions des émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement pour combattre les changements climatiques.

## Sida : l'OMS recommande la généralisation des traitements antirétroviraux en vue d'éliminer l'épidémie



Une adolescente vivant avec le VIH au Malawi.  
Photo UNICEF/HIVA201500101/Schermbrucker

**30 novembre** - Le monde est bien placé pour éliminer l'épidémie de sida d'ici à 2030, à condition d'accélérer le rythme des progrès accomplis lors des 15 dernières années, notamment en généralisant le recours aux traitements antirétroviraux (ART), affirme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un nouveau rapport.

Beaucoup a déjà été accompli, souligne ce rapport, puisque, cette année, l'un des Objectifs du millénaire pour le développement, consistant à stopper la progression du sida et faire globalement reculer la maladie, a été atteint.

A la fin de 2014, le nombre de décès annuels dus au VIH, le virus responsable du sida, avait été réduit de 42% - d'un pic de plus de 2 millions en 2004 à environ 1,2 million.

On estime que depuis 2000, 7,8 millions de vies ont été sauvées, le nombre de nouvelles infections est en baisse et l'objectif d'une élimination de l'épidémie d'ici à 2030 – naguère considéré comme inaccessible par de nombreux experts – est désormais réaliste, selon ce rapport intitulé La réponse du secteur de la santé au VIH à l'échelle mondiale de 2000 à 2015 (Global Health Sector Response to HIV 2000-2015).

L'expansion rapide de l'accès aux thérapies antirétrovirales (ART), qui sont l'une des plus grandes réussites de ces dernières années en matière de santé publique, a rendu ce genre de traitement disponible pour plus de 16 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde. Aujourd'hui, plus de 11 millions de personnes vivant dans la région Afrique de l'OMS reçoivent un traitement contre le VIH, contre environ 11.000 il y a 15 ans, soit une multiplication par mille.

Cependant, davantage doit encore être fait, souligne le rapport. A travers le monde, 60% des personnes vivant avec le VIH ne sont toujours pas inscrites pour recevoir un traitement antirétroviral.

« Au cours des 15 dernières années, les nouvelles infections par le VIH ont été réduites de 41% dans la région Afrique, soit plus que dans toutes les autres régions du monde », a déclaré le Dr. Matshidiso Moeti, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique. « Mais le nombre de personnes qui contractent le virus VIH est encore trop élevé et les jeunes femmes et les adolescentes continuent d'être exposées au risque de manière disproportionnée. »

Les conclusions de récents essais cliniques ont confirmé qu'un recours prompt et systématique aux traitements antirétroviraux (ART) permet de sauver des vies en maintenant en meilleure santé les personnes vivant avec le VIH et en réduisant le risque qu'elles transmettent le virus à des partenaires.

En septembre, cette confirmation a conduit l'OMS à recommander que toutes les personnes vivant avec le VIH entament un traitement aux ART dès que possible après leur diagnostic.

## RDC : l'ONU condamne une attaque commise dimanche contre la MONUSCO au Nord Kivu



**30 novembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont condamné lundi l'attaque perpétrée la veille par le groupe rebelle ougandais Forces démocratiques alliées (ADF) contre une base de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) à Makembi, dans le Nord-Kivu.

Dans une déclaration, le porte-parole de M. Ban indique qu'un soldat de la paix originaire du Malawi a été tué et un autre blessé lors d'un violent échange de tirs. Quatre militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et un certain nombre de civils ont également été tués dimanche lors de deux autres attaques commises par les ADF dans cette région, selon la déclaration.

Le Secrétaire général « appelle à une action rapide pour traduire en justice les auteurs de ces attaques », ajoute la déclaration. « Il est extrêmement préoccupé par la série d'attaques perpétrées par les ADF au Nord Kivu, qui ont déjà fait plus de 500 morts parmi les civils depuis octobre 2014. De telles attaques contre les civils constituent clairement une violation des normes internationales en matière de droits de l'homme et du droit humanitaire ».

M. Ban « réitère l'engagement des Nations Unies à soutenir les autorités de la RDC dans leurs efforts pour neutraliser les groupes armés et mettre fin à l'impunité, en conformité avec le mandat de la MONUSCO », poursuit la déclaration.

Il présente ses condoléances à la famille de la victime, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple du Malawi. Il souhaite un prompt rétablissement au blessé, dit encore la déclaration.

Le Conseil de sécurité a également condamné dans les termes les plus forts les récentes attaques commises par les ADF au Nord-Kivu, notamment contre une base de la MONUSCO.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances à la famille du Casque bleu tué, au gouvernement du Malawi et à la MONUSCO, ainsi qu'au gouvernement de RDC.

Ils ont appelé le gouvernement congolais à enquêter rapidement sur cet incident et à traduire ses auteurs en justice. Ils ont condamné les attaques répétées par les ADF contre les civils dans le Nord-Kivu et ont souligné combien il était important de neutraliser tous les groupes armés.

## Centrafrique : le chef de l'ONU attristé par le décès du commandant de la force de la MINUSCA



**30 novembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit attristé lundi par le décès du général Martin Chomu Tumenta du Cameroun, commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

« Nous nous souviendrons du général Tumenta pour son engagement et son dévouement en tant que Commandant de la Force de la MINUSCA, ainsi que la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) qui l'a précédée », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Le Secrétaire général a présenté ses condoléances à la famille du général Tumenta ainsi qu'au gouvernement et au peuple du

Cameroun.

Le porte-parole a précisé lors d'un point de presse à New York que le général Tumenta était en congé maladie depuis un mois et était retourné dans son pays.

## La région Asie-Pacifique connaît une « épidémie cachée » d'infections par le VIH parmi ses adolescents, selon l'ONU



**30 novembre** - La région Asie-Pacifique connaît une « épidémie cachée » d'infections par le VIH, le virus responsable du sida, dans sa population adolescente, avec environ 50.000 nouvelles contaminations parmi les jeunes âgés de 15 à 19 ans en 2014, selon un rapport publié lundi par l'Asia-Pacific Inter-Agency Task Team on Young Key Populations, qui inclut notamment l'UNICEF et ONUSIDA.

Ces 50.000 infections représentent 15% des nouvelles contaminations et portent à environ 220.000 le nombre d'adolescents vivant avec le VIH dans la région, où de grandes villes comme Bangkok, Hanoï et Jakarta sont d'importants centres de propagation du virus, ajoute ce rapport, intitulé « Les adolescents : population oubliée dans la lutte contre le sida » (« Adolescents: Under the Radar in the Asia-Pacific AIDS Response »).

Bien que le nombre de nouvelles infections par le VIH soit globalement en baisse, il augmente parmi les adolescents dans certains segments clés de la population, en particulier parmi les jeunes homosexuels. Cette hausse des nouvelles infections coïncide avec une augmentation des comportements à risques, comme la multiplicité des partenaires sexuels et l'utilisation inconstante de préservatifs.

« L'adolescence est une période de transition et de prise de risques, au moment où les enfants effectuent la difficile transition vers l'âge adulte », a déclaré Daniel Toole, Directeur régional de l'UNICEF pour l'Asie et le Pacifique. « L'UNICEF travaille avec les gouvernements de la région Asie-Pacifique pour s'assurer qu'ils remplissent leur obligation de protéger la santé de leurs populations adolescentes, notamment en leur fournissant un accès à des méthodes de dépistage du VIH et à des services de soins qui leur soient spécialement destinés », a-t-il ajouté.

Selon le rapport, les adolescents les plus exposés au risque de contracter le VIH incluent les homosexuels et les autres hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, les personnes transgenres, les consommateurs de drogues injectables, ainsi que les personnes qui font commerce de services sexuels. Il ne sera pas possible de mettre fin à l'épidémie de VIH d'ici à 2030 sans parvenir à la juguler parmi les adolescents.

Pour maîtriser la situation, le rapport recommande que les gouvernements se dotent de meilleures données sur les adolescents, de stratégies de prévention du VIH et de lois et de politiques spécialement adaptées aux adolescents. Celles-ci devraient inclure une éducation sexuelle complète à l'école et dans les médias sociaux, la diffusion d'informations sur les lieux de dépistage du VIH, l'utilisation de préservatifs et la mise au point de méthodes de dépistage et de services de soins adaptés à la population adolescente.

Il est essentiel que les adolescents connaissent leur statut vis-à-vis du VIH et qu'il se fassent soigner si nécessaire mais, dans de nombreux pays, ils sont congédiés des centres de dépistage du VIH. Seulement dix pays de la région sont réputés disposer de lois et de politiques permettant aux adolescents de prendre de manière indépendante la décision de passer un test de dépistage et de recevoir des soins.

En plus des obstacles légaux, les adolescents vivant avec le VIH sont souvent confrontés à la stigmatisation et à la discrimination, ce qui peut les décourager de se faire soigner. Pour que ce problème puisse être surmonté, les adolescents doivent être impliqués dans la mise au point de services qui leur sont destinés.

« Les adolescents doivent être eux-mêmes impliqués dans la lutte contre le VIH », a déclaré Niluka Perera, de l'association

Youth Voices Count, qui fait partie de l'Asia Pacific Inter-Agency Task Team on Young Key Populations. « Nous devons cesser de les ignorer sous prétexte qu'ils sont difficiles à attirer et combattre la honte et la discrimination auxquelles sont encore souvent confrontés les adolescents vivant avec le VIH, y compris de la part de prestataires de soins de santé. Leurs voix doivent être entendues ».

Selon le rapport, le VIH parmi les adolescents de la région Asie-Pacifique est le plus prévalent dans dix pays, qui comptent ensemble 98% des adolescents âgés de 10 à 19 ans vivant avec le virus : le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Myanmar, le Pakistan, la Papouasie Nouvelle Guinée, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

## Réuni en Namibie, le Comité du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO examine de nouvelles candidatures



**30 novembre** - La dixième session du Comité intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, présidée par Trudie Amulungu (Namibie), s'est ouverte le 29 novembre à Windhoek en présence de 500 délégués d'une centaine de pays, a indiqué lundi l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

À l'ordre du jour du Comité, qui siègera jusqu'au 4 décembre, figure l'examen de six candidatures d'inscription sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ainsi que 34 candidatures d'inscription sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, a précisé l'UNESCO dans un communiqué de presse.

Les 24 membres du Comité examineront également un ensemble de principes éthiques à prendre en considération dans la sauvegarde du patrimoine immatériel. Il s'agit de 12 principes généraux, dont le but est de prévenir toute forme d'irrespect et de détournement moral, juridique ou commercial du patrimoine culturel immatériel. On y trouve notamment l'importance du consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales, le respect des droits des personnes concernées à une participation pleine et équitable à tout processus, projet et activité qui les concerne, et la reconnaissance de leur rôle crucial dans le maintien et la gestion de leur culture et de leur patrimoine.

A l'ouverture de la session lundi, Stanley Simataa, récemment élu président de la Conférence générale de l'UNESCO, a souligné le rôle fondamental que le patrimoine immatériel peut jouer pour atteindre les objectifs de développement de 2030.

« Les connaissances et pratiques traditionnelles et autochtones enracinées dans nos cultures sont des outils puissants pour faire face aux défis pressants auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui. La pauvreté et la faim dans toutes ses dimensions, le changement climatique et les catastrophes naturelles, le recul de la biodiversité, la marginalisation sociale et les inégalités économiques font partie de ces défis », a-t-il dit.

Dans le message vidéo qu'elle a adressé aux participants, la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a qualifié la Namibie de « champion formidable de la Convention de 2003 » pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et a remercié son gouvernement d'accueillir la réunion. « C'est un signal fort pour l'Afrique, priorité globale de l'UNESCO. C'est un signal fort pour le patrimoine immatériel », a déclaré la Directrice générale.

La Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente recense les éléments du patrimoine vivant particulièrement fragiles ou en péril dont la sauvegarde est considérée comme une question d'urgence. Elle compte à ce jour 38 éléments inscrits et permet aux États parties à la Convention de mobiliser la coopération et l'assistance internationales nécessaires pour assurer la transmission de ces pratiques culturelles avec la participation des communautés concernées.

Les éléments proposés cette année sont :

Colombie – La musique traditionnelle vallenato de la région du Magdalena Grande

Égypte – Les marionnettes à gaine traditionnelles

Mongolie – Le rituel pour amadouer les chamelles

Portugal – La fabrication des sonnailles

Ex-République yougoslave de Macédoine – Le glasoechko, chant d'hommes à deux voix dans le bas Polog

Ouganda – La tradition orale Koogere des Basongora, Banyabidi et Batooro

La Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité compte à ce jour 314 éléments inscrits. Elle vise à assurer une plus grande visibilité aux traditions et aux savoir-faire portés par les communautés sans pour autant leur reconnaître de critère d'excellence ou d'exclusivité.

Les candidatures 2015 à la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité sont :

Afghanistan – L'Attan

Algérie - Le sbuâ

Andorre; Espagne; France - Les fêtes du feu du solstice d'été dans les Pyrénées

Arabie saoudite - Alardah Alnajdiyah

Argentine – Le filete porteño à Buenos Aires, technique picturale traditionnelle

Arménie – Le kochari, danse collective traditionnelle

Autriche – L'équitation classique et la Haute École de l'École d'équitation espagnole de Vienne

Azerbaïdjan – L'artisanat du cuivre de Lahidj

Bangladesh – Le jatra, arts traditionnels du spectacle

Bosnie-Herzégovine – La sculpture sur bois à Konjic

Bulgarie – Le surova, festival populaire dans la région de Pernik

Bulgarie ; ex-République yougoslave de Macédoine ; République de Moldova; Roumanie – Les pratiques culturelles associées au 1er mars

Cambodge ; Philippines ; République de Corée ; Viet Nam - Les rituels et jeux de tir à la corde

Colombie ; Équateur – Les musiques de marimba, les chants et les danses traditionnels de la région du Pacifique Sud colombien et de la province d'Esmeraldas d'Équateur

Émirats arabes unis ; Arabie saoudite ; Oman ; Qatar – Le Majlis, un espace culturel et social

Émirats arabes unis ; Arabie saoudite ; Oman ; Qatar – Le café arabe, un symbole de générosité

Émirats arabes unis ; Oman – L'Al-Razfa, un art traditionnel du spectacle

Éthiopie – Le Fichee-Chambalaalla, festival du Nouvel an des Sidamas

Grèce – Le savoir-faire artisanal tiniote du marbre



Indonésie – Trois genres de danse traditionnelle à Bali

Italie – La fête du pardon célestinien

Kazakhstan ; Kirghizistan – L'aitysh/aitys, art de l'improvisation

Kirghizistan – Le kok-boru, jeu équestre traditionnel

Namibie – Le oshituthi shomagongo, festival des fruits du marula

Nigéria – Le festival de mascarade eyo

Ouzbékistan – Le funambulisme

Pérou – La danse Wititi de la vallée du Colca

République dominicaine – Le Son

République populaire démocratique de Corée – La tradition de la préparation du kimchi

Roumanie – Les danses des garçons en Roumanie

Slovaquie – La culture de la cornemuse

Tadjikistan – L'art de la broderie chakan à Kulob

Turkménistan – Le chant épique Görogly

Venezuela (République bolivarienne du) – Les connaissances et technologies traditionnelles liées à la culture et à la transformation de la curagua

## Société de l'information : plus de 43% de la population mondiale est connectée, selon l'UIT



**30 novembre** - Environ 3,2 milliards de personnes sont désormais connectées, soit 43,4% de la population mondiale, tandis que le nombre d'abonnements au cellulaire mobile atteint presque 7,1 milliards dans le monde, avec plus de 95% de la population mondiale desservie par un signal mobile, selon un nouveau rapport publié lundi par l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Ce rapport intitulé « Mesurer la société de l'information » révèle que les 167 pays pris en compte dans l'Indice de développement des TIC (IDI), établi par l'UIT, ont tous vu leur indice IDI augmenter entre 2010 et 2015, preuve que l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), leur utilisation et les compétences qui y sont liées sont en progression constante partout dans le monde.

« Les technologies TIC joueront un rôle de premier plan dans la réalisation de chacun des 17 Objectifs de développement durable (ODD) récemment adoptés », a déclaré le Secrétaire général de l'UIT, Houlin Zhao. « Et ce rapport contribue de façon essentielle au processus de réalisation de ces objectifs. Le suivi des progrès passe nécessairement par une activité de mesure et l'élaboration de rapports; voilà pourquoi, chaque année, l'UIT rassemble des données et publie ce document majeur ».

« Les progrès sont encourageants dans bien des domaines, mais il faut faire plus, en particulier dans les régions du monde les plus pauvres et les plus isolées, là où, sans doute, les TIC peuvent changer le plus les choses et sortir les populations de la pauvreté extrême », a déclaré la Directrice du Bureau de développement des télécommunications de l'UIT, Brahima Sanou.

D'ici à la fin de l'année, 46% des ménages dans le monde auront accès à l'internet à domicile, contre 44% l'an dernier et tout juste 30% il y a cinq ans. Dans les pays développés, 81,3% des ménages disposent aujourd'hui d'un accès à l'internet, contre 34,1% dans les pays en développement, et à peine 6,7% dans les 48 pays les moins avancés (PMA) tels que désignés par les Nations Unies.

Selon les dernières données en date, la croissance de l'utilisation d'internet fléchit; elle s'établit néanmoins à 6,9% à l'échelle mondiale en 2015, alors qu'elle était de 7,4% en 2014. Cela étant, le nombre d'internautes dans les pays en développement a presque doublé entre 2010 et 2015, ces pays regroupant désormais les deux tiers des personnes connectées dans le monde.

Plus de 95% de la population mondiale est aujourd'hui desservie par le cellulaire mobile. Autrement dit, selon les estimations, 350 millions de personnes dans le monde vivent encore dans des endroits hors de portée d'un réseau mobile. Ce chiffre est en baisse par rapport à l'an dernier (450 millions). Mais si 89% de la population mondiale urbaine a aujourd'hui accès à un réseau 3G, 29% seulement des 3,4 milliards de personnes habitant en zone rurale bénéficient de cette technologie.

## Népal : une grave pénurie de fournitures essentielles menace des millions d'enfants cet hiver, selon l'UNICEF



**30 novembre** - Plus de 3 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans au Népal risquent de mourir ou de tomber malade cet hiver en raison d'une grave pénurie de carburant, de nourriture, de médicaments et de vaccins, a prévenu lundi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Au cours des 10 dernières semaines, les importations vitales de produits essentiels ont été sévèrement restreintes à la frontière sud du Népal en raison de troubles liés à la nouvelle Constitution du pays.

Les stocks médicaux régionaux du gouvernement sont déjà à court de vaccins BCG contre la tuberculose. Les stocks d'autres vaccins et antibiotiques sont extrêmement bas.

L'UNICEF a rappelé que les enfants, qui se remettent encore de deux tremblements de terre en avril et mai, pourraient être les plus affectés par ces pénuries. Plus de 200.000 familles touchées par les séismes vivent encore dans des abris temporaires, à une altitude supérieure à 1500 mètres où les conditions météo seront les plus difficiles cet hiver.

« Les risques d'hypothermie et de malnutrition, et la pénurie de médicaments et de vaccins, pourraient être une combinaison mortelle pour les enfants cet hiver », a déclaré le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake. « Lors de ma récente visite au Népal, j'ai pu voir les conditions de vie précaires de la plupart des survivants des tremblements de terre. Ils pourraient maintenant être confrontés à une nouvelle catastrophe, manquant de nourriture, de protection contre le froid, ou de soins de santé ».

L'agence onusienne s'est également inquiétée de la dépendance à l'égard du bois de chauffage en raison de la crise du carburant, ce qui accroît la pollution à l'intérieur des domiciles et pourrait ainsi entraîner une hausse des cas de pneumonie. L'an dernier, plus de 800.000 enfants de moins de cinq ans ont souffert de pneumonie au Népal et près de 5.000 d'entre eux en sont morts.

Les 125.000 nouveau-nés attendus au Népal dans les deux prochains mois sont également menacés. Les services d'ambulance à travers le pays sont touchés par la pénurie de carburant, entraînant une baisse du nombre de naissances dans les hôpitaux et les centres de santé. Le manque de combustible pour le chauffage augmente également le risque

d'hypothermie et de mort des nouveau-nés qui ne sont pas entièrement capables de contrôler leur propre température corporelle.

« La situation à laquelle sont confrontés les enfants et leurs familles empire de jour en jour et va se détériorer davantage dans les mois d'hiver », a déclaré la Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Asie du Sud, Karin Hulshof. « Les enfants ont besoin d'être protégés contre la maladie, le froid et la faim. L'UNICEF exhorte toutes les parties à répondre aux restrictions sur les importations de fournitures essentielles au Népal. Il n'y a pas de temps à perdre ».

## Déjà inquiétante, la crise humanitaire en Iraq risque de s'aggraver, selon l'ONU



**30 novembre** - La situation en Iraq dans le domaine humanitaire est particulièrement inquiétante et mérite davantage d'attention de la part de la communauté mondiale, a déclaré lundi Kyung-wha Kang, Sous-secrétaire générale des Nations Unies pour les affaires humanitaires, lors d'une visite dans le pays qui l'a menée à Bagdad et à Erbil (nord).

« Le coût humain de la crise est considérable. Nous sommes extrêmement inquiets du fait que tous les indices suggèrent que la situation va s'aggraver de manière dramatique dans les mois qui viennent », a déclaré Mme Kang, selon un communiqué de presse du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

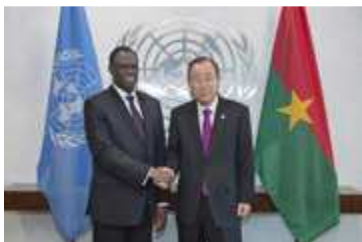
« Je me suis entretenue avec des femmes qui ont pratiquement tout perdu. Si nous voulons réussir à répondre à leurs besoins les plus fondamentaux, nous devons avoir des capacités accrues, ainsi qu'un meilleur accès et une sécurité renforcée. L'insécurité compromet l'ensemble de l'opération d'assistance en Iraq », a ajouté Mme Kang.

« La crise économique qui frappe la région du Kurdistan et le pays dans son ensemble est extrêmement préoccupante », a-t-elle poursuivi. « C'est le moment pour la communauté internationale de s'engager et de fournir d'urgence un financement adéquat pour une assistance vitale. Si ce n'est pas le cas, les conséquences seront terribles », a souligné la sous-secrétaire générale.

« Ce financement est nécessaire pour maintenir les programmes d'assistance et pour aider à la reconstruction des zones reprises à l'état islamique en Iraq et au Levant (EIIL) afin que les habitants puissent retourner chez eux volontairement et en toute sécurité », a affirmé Mme Kang à l'issue de sa mission de deux jours en Iraq.

L'ONU estime que 10 millions de personnes en Iraq ont actuellement besoin d'assistance humanitaire. Près de 3,2 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays depuis janvier 2014. Les efforts d'assistance humanitaire en Iraq sont insuffisamment financés. Sur les 498 millions de dollars nécessaires à la réalisation d'un plan de secours lancé en juin afin de répondre aux besoins les plus pressants dans la seconde moitié de 2015, moins de 50% des fonds ont été perçus, ce qui a contraint les partenaires humanitaires à mettre fin à de nombreux programmes vitaux.

## Burkina Faso : l'ONU salue le déroulement pacifique des élections



**30 novembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité lundi du déroulement pacifique des élections présidentielle et législatives au Burkina Faso le 29 novembre, et notamment de la forte participation des femmes au scrutin.

M. Ban « félicite le peuple du Burkina Faso pour sa participation enthousiaste, ce qui montre son engagement en faveur du processus démocratique. En particulier, le Secrétaire général salue la forte participation des femmes dans le processus électoral », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Alors que le Burkina Faso attend les résultats, le Secrétaire général encourage tous les dirigeants politiques et les parties prenantes nationales à maintenir l'atmosphère pacifique qui a prévalu le jour du scrutin. Il appelle toutes les parties à résoudre tout différend qui pourrait surgir à travers les procédures légales établies », a-t-il ajouté.

Le scrutin de dimanche est intervenu un an après l'éviction du Président Blaise Compaoré. Ce dernier avait tenté de modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat, après 27 ans au pouvoir.

## ENTRETIEN : Ban Ki-moon exhorte tous les pays à agir maintenant sur le climat



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, donne un entretien au Centre d'actualités de l'ONU avant le Sommet sur le climat COP21 à Paris. Photo ONU/Rick Bajornas

**29 novembre** - A la veille de l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté dimanche tous les pays et tous les secteurs de la société à agir maintenant pour parvenir à un nouvel accord universel sur le climat.

« Je suis raisonnablement optimiste et convaincu que les dirigeants du monde vont adopter un accord universel très ambitieux pour lutter contre les changements climatiques », a déclaré M. Ban dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU au siège de l'UNESCO à Paris.

« Nous avons travaillé très dur et très longtemps—maintenant il faut agir. J'ai constaté de plus en plus d'élan politique venant des États Membres. Ils savent qu'ils ont à prendre des mesures », a-t-il ajouté

Avant la COP21, le Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)—l'entité des Nations Unies qui organise la conférence— a déjà reçu environ 180 plans d'action nationaux qui formeront la base d'un accord sur le climat. Le nom formel de ces plans est Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC).

Ces dernières semaines, le Secrétaire général a souligné que ces plans montraient que de nombreux pays étaient prêts à prendre des mesures significatives pour lutter contre les changements climatiques. Beaucoup ont également indiqué qu'ils aimeraient voir un mécanisme au sein de l'accord qui permette d'accélérer leurs ambitions et atteindre l'objectif de limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2 degrés Celsius.

Selon les experts, une élévation de température au-delà de ce niveau pourrait provoquer des dommages irréversibles à la planète en exacerbant la sécheresse, les inondations, et les pénuries de nourriture et d'eau qui touchent les pays les plus vulnérables en premier. Même si la communauté scientifique reconnaît actuellement que les engagements nationaux soumis jusqu'à présent ne pourront limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2 degrés, M. Ban a souligné que le succès à la COP21 pourrait permettre au monde d'y arriver à l'avenir.

Lundi, environ 150 chefs d'Etats et de gouvernements sont attendus à la cérémonie d'ouverture sur le site de Paris-Le Bourget, un centre de conférence de 18 hectares au nord-est de la capitale française. Cet espace sera le lieu principal de la réunion avec 32 salles de négociation ainsi que de nombreux lieux dédiés à des événements spéciaux.

En parallèle, d'autres événements auront lieu à Paris —tel qu'un « après-midi avec Robert Redford » à l'UNESCO le 6 décembre, et une remise du « Prix Équateur » par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Théâtre Mogador. Ce prix est reconnu par certains comme les « Oscars du développement durable ».

Le lien entre le développement durable et le climat sera l'un des thèmes dominants de la conférence. En septembre, les dirigeants du monde entier ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, composé de 17 buts visant à éradiquer la pauvreté et à lutter contre les inégalités au cours des 15 prochaines années.

« L'Objectif numéro 13 se concentre sur le climat, mais si nous ne mettons pas en œuvre un accord sur les changements climatiques, les autres 16 objectifs seront affectés. Pas un seul objectif ne peut être mis en œuvre séparément », M. Ban a expliqué.

« La science prouve clairement que ce phénomène de changements climatiques est causé par le comportement humain », a-t-il poursuivi. « Il est donc naturel que les êtres humains changent leurs comportements. Nous devons le faire. Nous n'avons pas de temps à perdre. Voilà pourquoi j'exhorte les dirigeants mondiaux à montrer un leadership moral et politique pour l'humanité ».

Le Centre d'actualités de l'ONU a également demandé au Secrétaire général d'expliquer ce qui lui permet de rester optimiste et de penser que les dirigeants pourront travailler ensemble et non dans leur propre intérêt.

« Le changement climatique ne se soucie pas des frontières nationales », a-t-il déclaré. « C'est un phénomène mondial et les dirigeants comprennent qu'investir judicieusement pour lutter contre les changements climatiques leur donnera un coup de pouce économique. Il y a beaucoup de pays qui investissent dans l'énergie durable, y compris l'énergie solaire. Ceci est monté en flèche ».

La Sommet ouvrira officiellement ses portes lundi, lorsque le Ministre français des affaires étrangères, Laurent Fabius, sera élu président de la COP21. Les négociations en vue d'un accord final devraient se terminer le 11 décembre.

## Burkina Faso : l'ONU appelle au déroulement pacifique du processus électoral



**29 novembre** - A l'occasion des élections présidentielles et législatives qui marqueront la fin de la période de transition au Burkina Faso, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé dimanche tous les acteurs nationaux concernés à respecter leurs engagements tout au long du processus électoral.

« Il les appelle à garantir que les élections se déroulent de manière pacifique et transparente respectant la volonté du peuple du Burkina Faso », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse. « Le Secrétaire général les appelle également à résoudre tout contentieux qui pourrait découler du processus électoral à travers les canaux légaux établis ».

Le chef de l'ONU a réaffirmé l'engagement des Nations Unies à soutenir les efforts des autorités démocratiquement élues du Burkina Faso pour consolider la paix et la stabilité et pour faire progresser la gouvernance démocratique.

Le scrutin qui déroule ce dimanche 29 novembre intervient un an après l'éviction du Président Blaise Compaoré pour avoir tenté de modifier la Constitution afin de briguer un nouveau mandat, après 27 ans au pouvoir.

## A la veille de l'ouverture de la COP21, Ban Ki-moon rencontre à Paris le Président français



**29 novembre** - A la veille de l'ouverture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rencontré dimanche à Paris le Président français François Hollande.

Lors de cette rencontre, le Secrétaire général a salué “la détermination et le courage du Président français et du peuple français à organiser cet événement crucial peu de temps après les attentats de Paris”, a indiqué le porte-parole du chef de l'ONU dans un compte rendu de cette rencontre.

M. Ban a remercié le Président Hollande et son gouvernement pour leur leadership en matière de lutte contre les changements climatiques.

“Le Secrétaire général et le Président ont discuté longuement de l'état des négociations pour l'adoption d'un accord à Paris, en identifiant les questions clés encore en discussion et en envisageant les voies à suivre”, a précisé le porte-parole. “Ils ont convenu que l'incapacité à arriver à un accord n'était pas une option et que cela aurait des conséquences désastreuses. Ils ont aussi réitéré leur engagement à travailler en étroite collaboration tout au long de la Conférence”.

Les deux dirigeants ont également discuté de la lutte contre le terrorisme. Le Secrétaire général a souligné qu'il présenterait bientôt un Plan d'action de lutte contre l'extrémisme violent. “Le Secrétaire général et le Président Hollande ont convenu de la nécessité d'une lutte coordonnée contre le terrorisme et ont partagé leur préoccupation concernant l'influence croissante de Daech au-delà de la Syrie et de l'Iraq”, a dit le porte-parole de M. Ban.

Dans ce contexte, les deux dirigeants ont souligné le besoin d'une solution politique au conflit en Syrie, ainsi que l'urgence de former un gouvernement d'union nationale en Libye. Ils ont également renouvelé leur soutien au Mali, condamnant la récente attaque contre une base de la MINUSMA à Kidal.

Le Secrétaire général a également participé dimanche à Paris à l'opération "Un cœur, un arbre"(One Heart One Tree). Avec cette opération, toute personne possédant un smartphone peut planter un arbre virtuel sur la tour Eiffel, pendant qu'un véritable arbre sera planté dans un projet de reforestation.

« C'est un honneur que d'être avec vous au cœur de Paris. Nous sommes ici pour fêter le début de deux semaines historiques au cours desquelles les gouvernements élaboreront une action mondiale commune face aux changements climatiques”, a dit M. Ban. “Grâce à nos efforts conjugués, nous planterons des arbres dans le monde entier”.

## Mali : l'ONU condamne une attaque qui a tué trois personnes, dont 2 Casques bleus, à Kidal



**28 novembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Conseil de sécurité ont condamné samedi une attaque meurtrière contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), à Kidal, qui a coûté la vie à deux Casques bleus et un employé contractuel des Nations Unies.

“Vingt casques bleus et membres du personnel civil ont été blessés, dont quatre gravement. La MINUSMA a pris des dispositions immédiates pour venir en aide aux blessés et continue de renforcer la sécurité et la sûreté de son personnel”, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes ainsi qu'aux gouvernements du Burkina Faso et

de la Guinée. Il a exprimé toute sa sympathie et son soutien aux blessés et leur a souhaité un prompt rétablissement.

“Le Secrétaire général réaffirme que ces attaques asymétriques à l'encontre la MINUSMA n'altéreront pas la détermination des Nations Unies à soutenir le gouvernement malien, les parties signataires à l'accord de paix, ainsi que le peuple malien, dans leurs efforts pour parvenir à une paix et d'une stabilité durables”, a dit son porte-parole. “Le Secrétaire général souligne l'impérieuse nécessité de traduire les auteurs de cette attaque en justice et rappelle que les attaques contre les casques bleus des Nations Unies peuvent constituer un crime de guerre au regard du droit international”.

Le Conseil de sécurité a également condamné cette attaque terroriste qui a tué deux Casques bleus de Guinée et un employé contractuel du Burkina Faso.

Dans une déclaration à la presse publiée samedi, les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes, aux gouvernements de Guinée et du Burkina Faso, ainsi qu'au gouvernement du Mali.

Ils ont appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire en justice ses auteurs. Ils ont souligné que les attaques visant les Casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre.

Le Chef de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), Mongi Hamdi, s'est également déclaré samedi affligé par la mort de deux Casques bleus et d'un employé contractuel.

Le Chef de la MINUSMA, qui est également le Représentant spécial du Secrétaire général, a condamné de la façon la plus ferme cette attaque contre le personnel des Nations Unies et les employés des entreprises sous-traitantes.

« Je souhaite réaffirmer que ces attaques n'entameront pas la détermination des Nations Unies à soutenir le peuple malien et le processus de paix, y compris à travers son assistance à la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali », a déclaré M. Hamdi dans un communiqué de presse.

“La MINUSMA continue de renforcer les mesures pour lutter contre de telles menaces au Mali pour la protection des Maliens et du personnel des Nations Unies. J'exprime ma solidarité et je salue les courageux hommes et femmes servant dans le cadre de la MINUSMA partout dans le pays pour leurs efforts visant à apporter une paix durable aux Maliens dans ces conditions difficiles. Cette situation n'a que trop duré. La MINUSMA, ainsi que tous ses partenaires, mettent tout en oeuvre pour que ces crimes cessent et que les responsables de ces attaques lâches soient appréhendés pour répondre de leurs crimes”, a-t-il ajouté.

M. Hamdi a exprimé ses sincères condoléances aux familles des personnes décédées et a souhaité une convalescence complète et rapide à tous les blessés.

## A Malte, Ban Ki-moon appelle à l'éradication de la polio



**28 novembre** - A l'occasion d'une manifestation sur l'éradication de la polio en marge d'un Sommet du Commonwealth à Malte, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé samedi à rester mobiliser pour définitivement éliminer cette maladie.

“La polio a frappé de nombreuses personnes de ma génération. Maintenant, nous sommes proches d'abattre la polio. Un monde qui autrefois semblait inimaginable est maintenant à portée de main, un monde exempt de la polio”, a dit M. Ban lors de cette manifestation à La Vallette, la capitale de Malte.

Le chef de l'ONU a rappelé qu'il s'était rendu en août au Nigéria. “Pour la première de l'histoire, le Nigéria et le continent africain ont enregistré une année complète sans un seul cas de polio”, a-t-il noté.

Tout en se félicitant de ces progrès, Ban Ki-moon, a appelé à rester vigilant.

Selon lui, il faut notamment s'assurer de la mobilisation de tous les secteurs de la société. Il faut également que dans les zones de guerre, les parties en conflit permettent un accès sûr aux travailleurs de santé pour que ces derniers puissent vacciner les enfants.

Enfin, le chef de l'ONU a insisté sur l'implication de la communauté internationale pour s'assurer qu'il y ait assez d'argent pour financer les efforts destinés à éradiquer complètement la polio.